

LE BULLETIN DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES (APB)

Juillet
2018



ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES



Bienvenue au 11^{ème} Bulletin de l'APB

Sommaire

- Participation de l'APB au Sommet sur la Finance ;
- Dollarisation versus Dé dollarisation ;
- Haïti Devient Membre du Forum Mondial sur la Transparence et l'Echange de Renseignements ;
- L'Environnement Economique et le FMI ;
- L'Année Académique 2017-2018 ;
- La Conjoncture Economique.

PARTICIPATION DE L'APB AU SOMMET SUR LA FINANCE



Comme à l'accoutumée l'APB a participé au sommet sur la finance dont le thème cette année est : Financer l'Agri-business. Ce fut l'occasion pour le Président en exercice du Conseil d'Administration de l'APB, Monsieur Franck Helmcke, de présenter l'évolution du secteur bancaire, ses performances à partir

d'une série de ratios clés comme l'effort de bancarisation (17%), les faibles taux d'improductifs (moins de 1% des prêts bruts) du secteur bancaire et surtout la rentabilité à partir des ratios tels le Retour sur Investissement (ROE) 48% en fin de période 2017 et le Retour sur Actif (ROA) 4.3% pour la même période, la modernisation du secteur, ses réalisations.

L'originalité de sa présentation se trouve dans le contraste relevé entre les performances du secteur bancaire et l'évolution globale de l'économie. Les données chiffrées et les présentations graphiques montrent une économie qui ne croît pas au rythme de l'évolution démographique et une faible croissance du PIB (1.8%) qui ne répond pas aux besoins de la population en termes d'infrastructures de base, d'emploi et autres. Le Président du Conseil de l'APB a fait un plaidoyer en faveur des investissements productifs susceptibles de promouvoir les exportations et les rentrées de devises. Il a loué les efforts déployés par le secteur privé pour augmenter l'espace industriel à travers la construction du parc industriel à Tabarre, à la Croix des Bouquets. Pour le Président du Conseil de l'APB, l'orientation donnée à la politique

monétaire a volontairement contribué à ralentir la progression de l'économie et ne milite pas en faveur du développement du crédit, moteur de croissance. Les restrictions occasionnées par les réserves obligatoires (48% en moyenne) et les taux d'intérêts directeurs pratiqués par la Banque Centrale (7% sur les obligations BRH) alourdissent le coût du crédit à



l'économie. A titre d'exemple, le Président du Conseil de l'APB a mentionné que le coût des fonds dans le système bancaire avoisine 6% et tenant compte des taux offerts par la

BRH sur les obligations et du niveau d'inflation (15%) les taux débiteurs du secteur bancaire seraient supérieurs à 20%. Ces faits ne militent pas en faveur du développement du crédit et de la croissance économique. Pour atteindre une croissance soutenue, le programme économique doit être repensé, orienté vers des investissements plus productifs. Ce programme devrait être associé à une discipline, une gestion plus rigoureuse des finances de l'Etat mettant l'accent sur la perception de revenus des administrations fiscales et la réduction significative des déficits publics. En ce sens, l'accord signé avec le FMI (Staff Monitored Program) est considéré comme un pas positif visant à rétablir la confiance, à mettre un peu plus d'ordre dans la conduite de la politique fiscale et à jeter les bases pour un développement plus harmonieux de l'économie.

DOLLARISATION VERSUS DE-DOLLARISATION

La dollarisation est un concept utilisé par les économistes, les financiers pour montrer la circulation à outrance d'une devise internationale comme le dollar dans un pays qui possède pourtant sa propre monnaie. La dollarisation est définie comme un processus de substitution du dollar américain à une monnaie nationale comme moyen de paiement et réserves de valeurs.



Haïti a une longue tradition de double circulation monétaire, le dollar et la gourde sont utilisés indifféremment comme moyen de paiement dans les transactions commerciales. Cette pratique remonte à la convention de 1916 qui lie la monnaie nationale, la gourde au dollar américain, au taux de change de l'époque de 5 gourdes pour un dollar. Taux qui a prévalu jusqu'au début des années 1980. Toutefois, l'accumulation des réserves de valeurs dépend de la capacité d'un pays à attirer des investissements, à exporter des produits, à recevoir des capitaux venant de l'étranger mais surtout à stocker, à épargner les devises reçues. Cette tâche incombe généralement à la Banque Centrale qui garde et place les réserves internationales dont dispose un pays. Depuis la fin du système de Bretton Woods et l'avènement du flottement des monnaies suivant la demande et l'offre, certains pays permettent aux nationaux d'ouvrir des comptes en devises dans les banques commerciales dans le but de protéger leurs avoirs contre des fluctuations de change. Ceci a ouvert la voie

Haïti a une longue tradition de double circulation monétaire, le dollar et la gourde sont utilisés indifféremment comme moyen de paiement

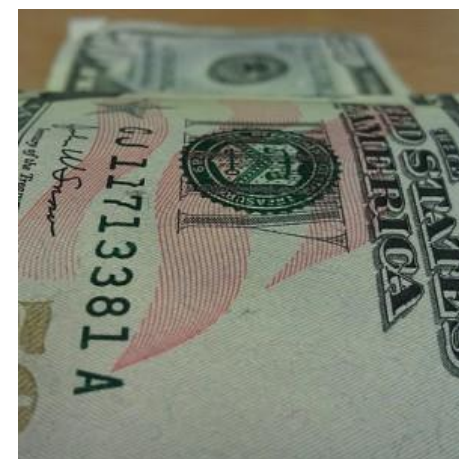
à une accumulation de réserves internationales dans les banques commerciales et a entraîné une dollarisation croissante du système bancaire.

La dollarisation est mesurée à partir de trois ratios :

- 1) Le ratio Dépôt en dollars/Total dépôts ;
- 2) Le ratio Prêt en dollars/Prêts totaux.
- 3) Le ratio Prêt en devises/Dépôts en devises

En Haïti ces trois ratios sont respectivement de 63% pour les dépôts et 44% pour le crédit et 27% pour les prêts sur dépôts en devises.

Les études effectuées par les experts du FMI considèrent qu'un taux de dollarisation au-dessus de 30% est élevé. Dans le cas d'Haïti, la dollarisation du crédit est 42%. Par contre le ratio Prêts/Dépôts en devises est en dessous de 30% à la suite d'une série de mesures interdisant les prêts à la consommation en devises, limitant à 50% le ratio prêts en dollars sur dépôts en dollars. Le problème se pose pour l'autre volet de l'intermédiation bancaire, la captation des dépôts en dollars par le système bancaire. La dollarisation des dépôts bancaires dépasse de loin l'épargne nationale en monnaie locale.



Plusieurs causes sont à la base de ce phénomène, la première et la plus importante est le manque de confiance dans une monnaie qui ne cesse d'être dépréciée et pour rétablir cette confiance, le concept de dé-dollarisation revient souvent dans les études, les discours et les mesures prises ou conçues pour

donner de la valeur à la monnaie nationale ou pour stabiliser son cours par rapport aux autres monnaies. C'est le rôle assigné à toute Banque Centrale de stabiliser les prix dans l'économie, de défendre la valeur interne et externe de sa monnaie.

La dédollarisation consiste à réduire le taux de dollarisation, le mettre à un niveau en-dessous de 30% comme la BRH a réussi à le faire pour le crédit bancaire en pourcentage des dépôts en devises.

Des mesures administratives ont été prises pour exiger que toutes les transactions commerciales effectuées sur le territoire national soient affichées et payées en gourdes. Les cartes de crédit émises en HAÏTI sont libellées en gourdes depuis le 1er. Juin 2018 et tous les contrats dont l'Etat est partie prenante sont payables en monnaie nationale.

Toutefois, le plus important reste à faire, s'attaquer aux causes réelles de la dévaluation en cascade de la monnaie nationale.

La plupart des pays qui adressent le problème de la dollarisation ou son contraire la dédollarisation, ont commencé par le renforcement de la politique fiscale, réduire le déficit fiscal financé par voie de création monétaire et rechercher des formes plus modernes, plus adaptées de financement du secteur public.

Toutes les études consultées déconseillent la voie trop facile de conversion des comptes en dollars en monnaie nationale et suggèrent de bien planifier la dédollarisation car tout échec dans ce domaine conduit à la fuite de capitaux.

HAÏTI DEVIENT MEMBRE DU FORUM MONDIAL SUR LA TRANSPARENCE ET L'ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

Le Forum Mondial a été créé en 1996 à l'initiative du G7 et est géré par un organisme international, l'OCDE, Organisation de Coopération et de Développement Economique qui étudie et observe les échanges commerciaux entre les pays et publie des rapports sur les politiques économiques, la gouvernance et le développement d'un pays.

Haïti est devenu en Septembre 2017, le 146ème. Membre du Forum Mondial sur la Transparence et l'Echange de Renseignements à des fins fiscales qui compte actuellement 150 juridictions. Le Forum a pour mission de veiller à la conformité des normes internationales et au processus d'évaluation des échanges de renseignements entre les administrations fiscales. Le Forum est composé de plusieurs organes dont une assemblée plénière, un comité de pilotage et un secrétariat. Les piliers des échanges reposent sur le droit, la sauvegarde, la réciprocité et la protection de la confidentialité des renseignements.

En intégrant le cercle vertueux du Forum Mondial, Haïti s'engage à respecter les normes internationales édictées, signer une convention multilatérale, mettre en place une unité et des mécanismes d'échanges de renseignements, transmettre des informations aux pays partenaires et moderniser sa législation. Les nouveaux membres bénéficient également d'un programme d'assistance technique afin de tirer profit des avancées en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, à travers les échanges entre administrations fiscales.

Les résultats attendus sont multiples :

- Connaissance des actifs détenus à l'étranger et un recouvrement fiscal ;
- Levée du secret bancaire en faveur des administrations fiscales ;
- Identification des actions aux porteurs dans les sociétés anonymes ;
- Transparence fiscale des centres financiers ;
- Notation du Forum Mondial.

Le Forum sanctionne aussi en cas de non-coopération des pays membres. Ces sanctions vont de l'établissement d'une liste noire des pays non coopératifs jusqu'à l'asphyxie du système financier.

L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET LE FMI

L'APB, au cours d'une séance de travail avec le staff du FMI en mission en Haïti dans le cadre de consultations et revue du programme en application (Staff Monitored Program), a opiné sur



l'environnement économique et a fait des propositions concrètes pour une relance de la croissance.

Au cours de cette séance de travail, le Chef de Mission du FMI pour Haïti a brossé pour les membres de l'APB, les progrès encourageants enregistrés depuis la signature du programme financier par les autorités gouvernementales.

Des signes évidents de progrès, de croissance et de mise en place de politique ou mesures de politique sont observés par la mission du FMI. Parmi les observations relevées, il convient de mentionner la réduction du déficit fiscal à 0.5% du PIB soit l'équivalent de 3 milliards de gourdes en raison d'une amélioration de la facturation de l'Electricité d'Haïti à 50% de la consommation et d'une réduction des subventions du gouvernement central à l'EDH, source principale du déficit public. L'objectif de facturation est de 65% et le taux de recouvrement de 100% pour la fin de l'exercice fiscal. De plus, les arriérés envers les fournisseurs d'énergie ont été épongés et un processus d'appel d'offre est en cours pour le renouvellement des contrats expirés. L'Etat Haïtien a pris des engagements pour mettre un terme aux subsides sur les produits pétroliers et aligner les prix sur le marché. Par rapport aux attentes, les experts du FMI qualifient de très encourageant la situation des finances publiques.

L'opinion de l'APB a été recherchée sur les obstacles au développement du secteur financier, l'environnement économique tel que vu par les banquiers et les perspectives pour la conduite ou l'orientation de la politique économique.

D'entrée de jeu, les membres de l'APB ont mis en exergue les conditions restrictives de la politique monétaire (taux moyen de réserves obligatoires à 48%) ainsi que ses impacts sur les taux d'intérêts, augmentant la pression pour attirer les ressources et l'alourdissement du coût du crédit. Le marché se rétracte rien qu'en regardant les chiffres quand les réserves obligatoires étaient plus bas. Les autres contraintes dont les banques ont fait état sont les mesures gouvernementales pour atténuer la dollarisation. La limitation des prêts hypothécaires et du crédit à la consommation en dollars, de même que la conversion des cartes de crédit en gourdes ont entraîné des ponctions de plus d'un milliard de

gourdes sur les liquidités existantes en monnaie nationale rendant ainsi la liquidité dollar plus importante et disponible alors que des opérateurs nationaux disposent de capacité pour emprunter en dollars comme les secteurs tourisme et textile.

Les perspectives pour le reste de l'année fiscale ne sont pas rassurantes, un certain attentisme est observé, les opérateurs économiques n'investissent pas dans la production (tandis que le commerce croît à un rythme de 20% l'an) à cause des obstacles que constituent le salaire minimum, les conflits sociaux liés à la hausse des prix, (inflation à deux chiffres). Les entrepreneurs sont stressés, la visibilité n'est pas assurée pour prendre des décisions. En termes d'investissement c'est l'expectative, le mode « wait and see ».

Pour sortir du marasme économique, les recommandations et suggestions des banquiers vont dans le sens du montage de business plan par secteurs d'activités, la recherche de mesures pour stimuler la croissance, notamment une révision de la taxation, un système de taxation transparent, « business oriented » et des signaux clairs pour attirer les investisseurs.

L'ANNEE ACADEMIQUE 2017-2018

L'année académique 2017-2018 est arrivée à terme avec la période d'examen qui s'est déroulée entre le 22 Mai et le 2 Juin 2018.

Au cours de cette année, l'APB, signataire d'une convention avec le Centre de Formation de la Profession Bancaire de France, a dispensé des cours orientés vers la monnaie et banque à 56 cadres venant de presque toutes les

banques composant le système bancaire, y compris la Banque Centrale.



C'est pour nous l'occasion de présenter nos remerciements aux professeurs et intervenants qui ont mis leur savoir, leur expérience et consacré leur temps pour la pleine réussite du programme de formation.

L'APB tient à féliciter les dirigeants de banques qui n'ont pas ménagé leur concours pour financer les études des cadres et leur ouvrir de nouveaux horizons. Une mention spéciale est attribuée à la Banque Centrale qui a rejoint le programme de formation de l'APB et la Banque de l'Union Haïtienne qui depuis l'année dernière envoie un contingent important d'employés et cadres suivre les cours de Brevet Bancaire, et à la Sogebank qui a inscrit 20 participants. L'APB attend impatiemment les résultats des examens et souhaite que le succès sera au rendez-vous comme les années précédentes.



CONJONCTURE ECONOMIQUE AU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2017-2018

La conjoncture économique au premier semestre de l'exercice en cours a été marquée par un désajustement entre le secteur réel qui reste toujours à la traîne et le secteur monétaire qui affiche une rentabilité de plus en plus élevée. Pour montrer l'évolution de la conjoncture, l'APB utilise les données financières publiées par la BRH et une publication récente de l'IHSI qui a fait l'effort de mettre à la disposition du public un indicateur conjoncturel de l'activité économique (ICAE) qui prend en compte comme le PIB tous les secteurs d'activités économiques et un indice d'emploi par secteur institutionnel.

EVOLUTION DE L'INDICATEUR DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE GLOBAL (ICAE)

L'Indicateur conjoncturel de l'activité économique global, publié par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (ICAE), a enregistré une hausse de 3.4% en rythme annuel, passant de 143.5 au premier trimestre de l'exercice 2016/2017 à 148.4 à 148.4 au cours de la période analogue de l'exercice en cours.

INDICATEUR CONJONCTUREL DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE AU PREMIER TRIMESTRE 2018

(Base 100 en 2007-2008)

Branches D'activités	Indicateur Conjoncturel d'activité Economique (ICAE)					
	ICAE		Indice Cumulé		Variation en %	
	1 ^{er} trimestre 2017	1 ^{er} trimestre 2018	1 ^{er} trimestre 2017	1 ^{er} trimestre 2018	Annuelle	Cumulée
ICAE GLOBAL	143.5	148.4	143.5	148.4	3.4	3.4
Secteur primaire	71.4	74.4	71.4	74.4	4.2	4.2
Agriculture	71.1	74.1	71.1	74.1	4.1	4.1
Mines et Carrières	85.8	92.4	85.8	92.4	7.7	7.7
Secteur Secondaire	180.8	186.2	180.8	186.2	3.0	3.0
Manufacture	178.1	183.9	178.1	183.9	3.2	3.2
Construction	187.9	194.3	187.9	194.3	3.4	3.4
Electricité et Eau	195.5	184.5	195.5	184.5	-5.6	-5.6
Secteur Tertiaire	144.8	149.9	144.8	149.9	3.5	3.5
Commerce	143.6	146.4	143.6	146.4	1.9	1.9
Restaurant et Hôtel	114.7	121.6	114.7	121.6	6.0	6.0
Transport et communication	155.4	164.4	155.4	164.4	5.8	5.8
Institutions Financières	129.9	134.9	129.9	134.9	3.9	3.9
Autres Services marchands	116.3	117.5	116.9	117.5	1.0	1.0
Servies non marchands	144.5	151.7	144.5	151.7	5.0	5.0

L'Indicateur conjoncturel de l'activité économique du Secteur agricole s'est accru de 4.2% en glissement annuel. L'Agriculture, la principale activité de ce secteur, a progressé de 4.1%. Les mines et carrières, qui font partie des Industries extractives, impulsées par l'activité dans le secteur de la construction, ont crû de 7.7%.

L'Indicateur conjoncturel de l'activité économique du Secteur Secondaire a enregistré une hausse de 3.0%, consécutive à l'activité dans le secteur de Construction (3.4%) et des Industries Manufacturières, en particulier les Alimentation, Boissons et Tabac et le Secteur Textile (3.2%). Quant au Secteur Electricité et Eau, il a eu une contre-performance de 5.6%, en particulier pour la production d'énergie électrique.

L'Indicateur conjoncturel de l'activité économique du Secteur Tertiaire a été la plus performante, soit 3.5% en glissement annuel. Dans ce secteur, on trouve les Restaurants et Hôtel (6.0%), les Transport et Communications (5.8%) et les Institutions Financières (3.9%).

EVOLUTION DE L'EMPLOI

Au cours du 1er trimestre de l'exercice 2017/2018, l'emploi a augmenté de 12.3% en glissement annuel. Cette progression est imputable à l'accroissement de l'embauche dans le secteur Administration Publique (19.5%) et au niveau des Organisations Non Gouvernementales (12.6%). Par contre, l'emploi dans le Secteur Privé a diminué de 6.2% en rythme annuel.

Au cours du 1er trimestre de l'exercice 2017/2018, l'emploi a augmenté de 12.3% en glissement annuel. Cette

progression est imputable à l'accroissement de l'embauche dans le secteur Administration Publique (19.5%) et au niveau des Organisations Non Gouvernementales (12.6%). Par contre, l'emploi dans le Secteur Privé a diminué de 6.2% en rythme annuel.

INDICE D'EMPLOI PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL AU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017/2018

(100 en décembre 2014)

Secteur Institutionnel	Indice d'emploi				
	Oct-Déc 2016	Juil.- Sept 2017	Oct. - Déc. 2017	Variation trimestrielle (%)	Glissement annuel (%)
IE Ensemble	95.5	102.4	107.3	4.9	12.3
IE Public	93.7	104.6	111.1	6.2	18.6
Administration Publique	93.1	104.6	111.2	6.7	19.5
Entreprises Publiques	106.7	114.7	109.1	-4.9	2.2
IE Privé	100.7	94.6	94.5	-0.1	-6.2
Entreprise Privée	100.7	94.6	94.5	-0.1	-6.2
IE ONG et OI	98.5	104.6	110.8	5.9	12.4
Organisation Non Gouvernementale	99.1	105.3	111.6	6.0	12.6
Organisation Internationale	67.2	65.7	67.2	2.2	0.0

SOURCE : UNITE DE SUIVI DES STATISTIQUES L'EMPLOI (USSEM/IHSI)

L'Indice de l'Emploi par sexe indique que ce sont les femmes qui ont profité le plus de la hausse de l'emploi, soit 23.8% en glissement annuel (105.9 d'octobre à décembre 2017 contre 85.5 d'octobre à décembre 2016) à cause des travaux à haute intensité de main d'œuvre qui emploient le plus souvent des femmes. Pour les hommes, la hausse de l'Indice de l'Emploi n'a été que de 7.5% en glissement annuel.

**INDICE D'EMPLOI PAR SEXE AU PREMIER TRIMESTRE DE
L'EXERCICE 2017/2018
(100 en décembre 2014)**

Sexe	Indice d'Emploi				
	Oct. - Déc. 2016	– Juil. - Sept. 2017	Oct.- Déc. 2017	Variation trimestrielle (%)	Glissement annuel (%)
IE Ensemble	95.5	102.4	107.3	4.9	12.3
IE Homme	100.5	105.6	108.0	2.3	7.5
IE Femme	85.5	95.8	105.9	10.6	23.8

SOURCE : UNITE DE SUIVI DES STATISTIQUES DE L'EMPLOI (USSEM/IHSI)

La répartition par Secteur d'Activité montre que c'est le Secteur Tertiaire, dans lequel font partie les Institutions Financières (4.3%), qui a créé le plus d'emplois au cours du premier trimestre de l'exercice 2017/2018, soit 16.0% en glissement annuel. Le Secteur Secondaire a surtout perdu 17.0% d'emplois durant cette même période, En particulier, les Industries ont subi une perte d'emplois de 22.2% en glissement annuel.

**INDICE D'EMPLOI PAR BRANCHE D'ACTIVITE ECONOMIQUE
AU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017/2018
(100 en décembre 2014)**

Branche d'activités économiques	Indice de l'emploi				
	Oct. -Déc. 2016	Juil.-Sept. 2017	Oct. -Déc. 2017	Variation trimestrielle (%)	Glissement annuel (%)
IE Ensemble	95.5	102.4	107.3	4.9	12.3
IE Secondaire	103.9	91.3	86.2	-5.6	-17.0
Industries	114.6	93.5	89.2	-4.6	-22.2
Bâtiments et Travaux Publics	53.9	50.5	47.9	-5.1	-11.1
Electricité et Eau	96.4	111.9	101.7	-9.1	5.5
IE Tertiaire	94.6	103.6	109.7	5.9	16.0
Commerce, Restaurant et Hôtels	106.4	106.0	110.7	4.5	4.1
Transport et Communications	95.7	94.7	96.0	1.4	0.3
Intermédiation financière	101.7	105.5	106.2	0.6	4.3
Autres services marchands	107.4	113.1	112.5	-.5	4.7
Services non Marchands	42.4	703.	103.7	47.6	144.4

SOURCE : UNITE DE SUIVI DES STATISTIQUES DE L'EMPLOI (USSEM/IHSI)

Les services non marchands ont enregistré un pic de 144.4% en glissement annuel. Cette croissance n'est que temporaire et est surtout dû aux travaux à haute intensité de main d'œuvre entrepris dans le secteur public.

SECTEUR EXTERNE

D'octobre 2017 à mars 2018, les exportations n'ont atteint que 492.87 millions de dollars alors que les importations se sont élevées à 2,314.69 millions. Le taux de couverture des importations par les exportations n'a été que de 21.29%. Ce déficit de 1,821.82 millions de dollars de notre balance

commerciale n'a pu être en partie comblé que par des transferts de fonds de l'ordre de 1,180.18 en provenance de nos compatriotes vivant à l'étranger.

FINANCES PUBLIQUES

Les recettes fiscales ont totalisé 48.23 milliards de gourdes tandis que les dépenses fiscales effectives totales ont été de 63.6 milliards de gourdes, ce qui équivaut à un déficit de 14.37 milliards de gourdes, financé au moyen d'avances de la Banque de la République d'Haïti de l'ordre de 10.5 milliards de gourdes d'octobre 2017 à mars 2018.

Cette tendance s'est inversée depuis la signature de l'accord avec le FMI (Staff Monitored Program). Selon la mission du FMI, le déficit public serait ramené à 0.5% du PIB, soit 3 milliards de gourdes à la suite d'une meilleure facturation et une subvention moindre de l'ED'H.

INFLATION

En avril 2018, le taux d'inflation était de 13.0% en glissement annuel. Il était légèrement supérieur à celui de mars (12.9%), mais inférieur à ceux de janvier et février 2018 (13.2%). Ce taux d'inflation élevé est non seulement le reflet des difficultés éprouvées par le gouvernement pour couvrir son déficit budgétaire, mais aussi la conséquence de l'énorme déficit de la balance commerciale, inhérent à la hausse des produits pétroliers et des produits de base sur le marché international. Le cours du baril de pétrole Brut de la Mer du

Nord a clôturé le 24 mars 2018 à 70.36 dollars et celui du West Texas Intermediate (WTI), à 65.81. Un nouveau Staff Monitored Program (SMP) a été signé le 25 février 2018 pour une période de six (6) mois (avril-août 2018), qui prévoit de contenir l'inflation à un niveau inférieur à 10.0% par une réduction du déficit public non financier au moyen d'une amélioration de la mobilisation des ressources fiscales et par un renforcement de la viabilité financière de l'EDH.

TAUX DE CHANGE

Le taux de change de fin de période de la Banque de la République d'Haïti est passé de 62.9405 gourdes pour un dollar en octobre 2017 à 66.1431 gourdes en mai 2018. Cette dépréciation reflète la rareté du billet vert sur le marché. Le gouvernement, par Arrêté pris en Conseil des Ministres le 1er mars 2018, en ses Articles 1 et 2, fait obligation de libeller toutes les transactions commerciales effectuées sur le territoire national en gourdes. Cet Arrêté, dont l'objectif était de freiner l'hémorragie des devises sur le marché, ne l'a fait que renforcer car la gourde a continué à se déprécier, ceci a porté la Banque de la République d'Haïti à lancer le 25 mai 2018 une offre de vente de trente millions de dollars afin de stabiliser le marché des changes.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

La conjoncture économique au niveau des Banques a été caractérisée par une baisse de 0.22 milliard de gourdes de leur profit net qui, de 2.4 milliards de gourdes d'octobre 2016 à mars 2017, est passé à 2.18 milliards d'octobre 2017 à mars 2018, par suite d'une réduction de 0.38 milliard de gourdes des Autres Revenus.

1 – REVENUS D'INTERET

Les Revenus bruts d'intérêt des banques se sont élevés 6.44 milliards de gourdes d'octobre 2017 à mars 2018, supérieurs aux 6.07 milliards obtenus durant la période analogue de l'exercice précédent. Ces Revenus se décomposent ainsi :

78.4% pour les Revenus tirés des Prêts.

11.8% pour les Rendements sur les Bons BRH

9.8% pour les Autres Revenus

Par suite d'une compression de 0.36 milliard de gourdes des dépenses d'intérêt, les Revenus Nets d'intérêt ont atteint 5.08 milliards de gourdes d'octobre 2017 à mars 2018, en hausse de 16.5% par rapport à la période d'octobre 2016 à mars 2017.

2 – AUTRES REVENUS

Les Autres Revenus des Banques ont régressé à 3.54 milliards de gourdes durant la période sous étude, en particulier sous l'influence d'une chute de la partie non spécifiée de ces

Revenus qui, de 1.4 milliards de gourdes d'octobre 2016 à mars 2018, ont décréu à 0.52 milliards d'octobre 2017 à mars 2018. En ce qui concerne les Commissions et les gains de Change, ils ont été respectivement de 1.99 et 1.02 milliards de gourdes d'octobre 2017 à mars 2018 contre 1.98 et 0.56 milliards d'octobre 2016 à mars 2017.

LE PRODUIT NET BANCAIRE

Le Produit Net Bancaire a atteint 8.62 milliards de gourdes d'octobre 2017 à mars 2018 contre 8.26 milliards d'octobre 2016 à mars 2017 par suite de la progression des Revenus Nets d'Intérêt ainsi que des Commissions et des Gains de Change dont la proportion dans les Autres Revenus est passée de 64.6% d'octobre à décembre 2016 à 85.2% d'octobre 2017 à mars 2018.

LES DEPENSES

Les dépenses d'exploitations des Banques ont augmenté de 0.25 milliards de gourdes. Leur principale composante, à savoir les Salaires et Avantages sociaux, a atteint 2.64 milliards d'octobre 2017 à mars 2018 contre 2.48 durant la période analogue de l'exercice précédent. Les Frais de Locaux ainsi que les Amortissements se sont aussi accrus. Par contre, les Autres Dépenses d'Exploitation ont légèrement baissé. La répartition de ces dépenses se présente comme suit :

Salaires et Avantages Sociaux	45.65%
Autres Dépenses d'exploitation	39.53%
Frais de locaux	7.04%

Amortissement	7.78%
Total	100.00%

BILAN

L'évolution du bilan des Banques indique une progression continue et soutenue en terme monétaire. En mars 2014, le total des Actifs des Banques s'élevait à 181.1 milliards de gourdes. En mars 2015, il était à 202.7 milliards; en mars 2016, 246.3 milliards ; en mars 2017, il se chiffrait à 294.97 milliards et en mars 2018, à 321.1 milliards de gourdes. Cette forte progression se reflète au niveau de la composition même du Bilan, en particulier les Disponibilités dont les Avoirs à la BRH, les Bons BRH et les Autres Placements.

Les Disponibilités ont légèrement baissé à 127.9milliards de gourdes en mars 2018 contre 129.3 milliards en mars 2017 et 104.8 milliards en mars 2016. Leur niveau élevé est surtout imputable aux Avoirs des banques à la BRH qui, à cette période, totalisent 103.7 milliards de gourdes contre 99.2 milliards en mars 2017 et 77.2 milliards en mars 2016. L'Encaisse et les Avoirs à l'Etranger, deuxième et troisième composantes des Disponibilités, ne représentaient que 8.5% et 8.3% en mars 2018.

Les Bons BRH ont presque doublé, passant de 4.8 milliards en mars 2014 à 13.8 milliards de gourdes en mars 2018 contre 5.8 milliards en mars 2017. Par contre, les Bons

du Trésor/MEF ont régressé 1.8 milliards en mars 2018 contre 2.1 milliards en mars 2017.

Les Autres Placements ont eu un comportement similaire aux Bons BRH puisqu'ils ont plus que doublé de mars 2014 à mars 2018. Au cours de ce dernier mois, ils ont été de 57.99 milliards de gourdes.

Le Portefeuille Net des Banques poursuit sa progression, mais à un rythme inférieur aux comptes déjà cités, En mars 2018, il a atteint 96.3milliards de gourdes contre 83.2 milliards en mars 2017 et 71.2 milliards en mars 2016.

Les Immobilisations et les Autres actifs qui n'ont représenté que 2.9% et 4.4% du total de l'Actif, n'ont totalisé que 9.3 et 14.1 milliards de gourdes en mars 2018.

PASSIF

La principale composante du passif a toujours été les dépôts qui, en mars 2018, totalisent 255.3 milliards de gourdes contre 239.8 milliards en mars 2017 et 201.2 milliards en mars 2016. Les Dépôts à Vue qui représentent la majeure partie des Dépôts, se sont élevés à 117.0 milliards de gourdes, soit 45.8%

Les deux autres composantes des Dépôts, à savoir les Dépôts d'Epargne et à Terme, se sont élevés à 79.2 et à 59.1milliards de gourdes en mars 2018.

Les Obligations à Vue ont été de 14.9 milliards de gourdes en mars 2018 contre 11.1 milliards en mars 2017.

D'autre part, les Obligations à Terme ont 16.6milliards de gourdes en mars 2018 contre 12.5 milliards en mars 2017.

Les Autres Passifs ont diminué en mars 2018. De 5.4 milliards de gourdes en mars 2017, ils ont baissé à 5.2 milliards en mars 2018.

Le Capital social, formé du Capital versé, des Réserves, du Surplus d'apport et des BNR, ont atteint 29.2milliards de gourdes en mars 2017 contre 26.3 milliards en mars 2017 et 22.5 milliards en mars 2016.

INDICATEURS FINANCIERS

A – MESURES ET CROISSANCE

L'actif bancaire en dollars US s'est accru de 15.7%, passant de 4,253millions de dollars en mars 2017 à 4,920 millions en mars 2018.

Le rapport Crédit/PIB a été de 17.45 et celui des Dépôts/PIB, de 46.26 en mars 2018.

B – ADEQUATION DU CAPITAL

Le rapport Capital Réglementaire/Actifs Pondérés par les Risques a progressé à 24.92 en mars 2018 contre 22.78 en mars 2017 Il en a été de même du Capital/Actif qui a été de 9.09 en mars 2018 contre 8.91 en mars 2017.

C – QUALITE ET COMPOSITION DE L'ACTIF

La relation Prêts/Actif a légèrement crû à 29.98 en mars 2018 contre 28.20 en mars2017. Celle des Prêts Improductifs/Actif a augmenté à 1.22 en mars 2018 contre 1.06 en mars 2017.

Les Provisions sur Prêts bruts et sur Prêts Improductifs ont respectivement baissé à 2.36 et 59.41 en mars 2018 contre 2.79 et 75.91 en mars 2017.

D – PROFIT ET RENTABILITE

Le ROA est régressé à 1.40 en mars 2018 contre 1.70 en mars 2017. Tandis que le ROE a diminué à 15.47 en mars 2018 après avoir atteint 18..90 en mars 2017.

Le rapport des Intérêts Nets aux Intérêts Bruts s'est élevé à 78.94 en mars 2018 contre 71.79 en mars 2017.

La relation Dépenses d'Exploitation au Produit Net Bancaire a progressé à 67.06 en mars 2018 contre 66.79 en mars 2017.

E – LIQUIDITES

Les rapports Actifs Liquides sur Actif Total et sur Dépôts ont respectivement été de 39.82 et de 50.08 en mars 2018 contre 43.82 et 53.86 en mars 2017.

F – DOLLARISATION

Les indices de dollarisation, à savoir : Prêts en devises sur Prêts Totaux et Dépôts en Devises sur Dépôts Totaux, ont reculé respectivement à 44.72 et 61.51 en mars 2018 contre 48.42 et 63.35 en mars 2017.

Par contre, le rapport des Prêts en Devises aux Dépôts en Devises a progressé à 27.42 en mars 2018 contre 26.51 en mars 2017.

RESULTATS FINANCIERS DES BANQUES						
(en millions de gourdes)						
	Oct - Déc.14	Janv-mars 2015	Oct 15-Mars 16	Oct 16-mars 17	Oct 16-Sep 17	Oct. 17 -Mars 18
Revenus nets d'intérêt						
Revenus d'intérêt						
Prêts	1,477.52	1,610.72	4,422.61	4,784.38	9,549.26	5,043.38
Intérêt sur Bons BRH	92.38	127.39	488.16	659.74	1,118.49	759.99
Autres	192.17	236.00	524.38	628.54	1,332.62	632.77
Total Revenus d'intérêt	1,762.03	1,974.11	5,435.15	6,072.65	12,000.37	6,436.15
Dépenses d'intérêt	218.08	272.01	1,278.74	1,713.36	3,116.94	1,355.70
Revenus nets d'intérêt	1,543.95	1,702.10	4,156.41	4,359.29	8,883.42	5,080.45
Autres revenus						
Commissions	697.01	738.89	1,674.70	1,976.80	4,150.58	1,995.65
Gains de change	249.14	243.44	825.19	555.56	1,660.70	1,018.21
Autres	320.18	348.98	3,744.57	1,389.19	9,674.15	524.69
Total Autres Revenus	1,266.34	1,331.31	6,244.46	3,921.64	15,485.43	3,538.55
Produit net bancaire	2,810.28	3,033.41	10,400.87	8,280.93	24,368.86	8,619.00
Dotation à la provision pour créances douteuses	144.57	188.60	381.12	153.65	407.43	281.78
Bénéfice avant dépenses d'exploitation						
& impôt sur le Revenu	2,665.72	2,844.81	10,019.75	8,127.28	23,961.42	8,337.22
Dépenses d'exploitation						
Salaires & avantages sociaux	781.69	875.72	1,990.96	2,479.66	4,961.56	2,638.61
Frais de locaux	125.38	122.03	297.82	388	792.65	407.15
Amortissement	145.31	139.38	331.19	370.3	780.29	449.61
Autres dépenses d'exploitation	747.98	744.83	1,840.42	3,293.28	4,602.78	2,284.73
Total Dépenses d'exploitations	1,800.37	1,881.97	4,460.39	5,531.25	11,137.27	5,780.10
Bénéfice avant impôt sur le Revenu	865.35	962.84	5,559.36	2,596.03	12,824.15	2,557.12
Impôt sur le Revenu	112.82	93.39	396.95	191.31	294.78	368.19
Bénéfice Net (Perte nette)	752.53	869.45	5,162.41	2,404.72	12,529.37	2,188.93

Source : BRH : Direction de la Supervision

BILANS CONSOLIDES DES BANQUES

(en millions de gourdes)

	31 mars 2014	31 mars 2015	Mars 2016	Mars 2017	Septembre 2017	Mars 2018
Actifs						
Disponibilités						
Encaisses	6,620.49	9,654.20	14,900.34	13,006.13	12,241.26	10,911.54
Avoirs à la BRH	52,151.82	54,611.08	77,222.00	99,233.44	96,850.06	103,690.84
Avoirs à l'étranger	8,235.72	7,153.95	8,747.50	13,369.85	11,452.73	10,618.37
Avoirs dans les banques	1,409.96	1,860.08	2,437.34	1,317.90	1,353.76	1,089.43
Autres liquidités	1,938.16	1,222.90	1,140.86	2,325.68	1,982.15	1,554.62
Total disponibilités	70,356.15	74,502.14	104,848.04	129,252.99	123,879.96	127,864.80
Bons BRH	4,779.85	7,924.85	7,743.31	5,818.00	11,267.10	13,812.93
Bon du trésor/MEF	3,875.00	5,140.29	899.36	2,058.47	1,931.78	1,813.42
Autres placements	27,306.90	34,460.75	47,424.46	57,957.32	59,319.75	57,990.72
Portefeuille net	64,023.36	68,460.53	71,231.52	83,177.14	87,160.76	96,294.55
Immobilisations	5,659.55	6,537.30	7,876.29	8,664.80	9,033.54	9,279.84
Autres actifs	5,083.76	5,693.73	6,310.18	8,041.06	11,179.98	14,089.50
Total Actifs	181,084.57	202,719.59	246,338.16	294,969.78	303,722.77	321,145.76
Passif						
Dépôts						
A vue	72,315.90	75,258.50	85,689.01	107,453.33	113,318.71	117,032.59
D'épargne	54,921.99	57,519.32	70,367.64	77,976.44	74,787.46	79,161.49
A terme	23,521.01	32,272.36	45,172.22	54,341.29	55,458.68	59,140.49
	150,758.90	165,050.18	201,228.87	239,771.06	243,564.86	255,334.57
Obligations à vue						
Banques locales	0.00	300.00	1,360.05	1,938.33	2,344.21	1,908.06
Banques à l'étranger	0.00	141.54	308.81			
Autres	5,981.17	8,337.91	7,203.94	9,158.24	10,710.50	13,001.94
Total Obligations à vue	5,981.17	8,779.45	8,872.80	11,096.57	13,054.71	14,910.00
Obligations à terme						
Banques locales	873.06	1,907.76	2,649.57	6,131.68	7,339.96	8,491.67
Banques à l'étranger	1,205.25	1,661.35	1,578.87	704.29	1,583.07	2,071.18
Autres	4,115.54	5,006.42	4,736.23	5,615.86	6,097.59	5,995.72
Total Obligations à terme	6,193.85	8,575.53	8,964.67	12,451.83	15,020.62	16,558.57
Autres passifs	4,206.35	4,202.40	4,796.13	5,355.75	4,659.62	5,152.99
Total Passif autres que capital	167,140.27	186,607.56	223,862.47	268,675.21	276,299.81	291,956.13
Avoirs des actionnaires						
Capital versé	6,026.13	6,149.25	7,344.74	9,121.05	12,372.33	12,847.57
Réserves	2,808.80	3,197.70	3,268.16	5,521.20	4,435.49	4,700.55
Réserves (Prov. p/pertes s/prêts)		164.81	205.51	250.97	256.63	328.09
Surplus d'apport	208.04	208.04	225.20	555.75	638.44	799.44
BNR	4,901.33	6,382.23	11,432.08	10,845.61	9,720.07	10,513.97

Total capital	13,944.30	16,112.03	22,475.69	26,294.57	27,422.96	29,189.62
Total Passif	181,084.57	202,719.59	246,338.16	294,969.78	303,722.77	321,145.78
Source : BRH : Direction de la Supervision						
Hors-bilan						
Effets à l'encaissement	190.96	314.44	191.72	123.72	740.08	963.08
Crédit documentaire	1,507.31	1,891.25	2,075.29	3,341.38	2,393.80	2,460.22
Autres	10,775.46	567,826.02	16,169.67	9,311.23	11,985.69	16,806.72
Portefeuille brut	65,435.83	70,317.85	73,853.24	85,561.23	89,540.92	98,618.95
Provisions pour créances douteuses	1,412.46	1,857.40	2,616.72	2,384.09	2,380.16	2,324.40
Portefeuille de crédit improductif	3,038.52	3,091.67	3,368.35	3,140.47	2,627.53	3,912.32

SOURCE : BRH : DIRECTION DE LA SUPERVISION

INDICATEURS FINANCIERS DE PERFORMANCE DU SYSTEME BANCAIRE
(exercice fiscal au 30 septembre; en pourcentage ou autrement indiqué)

	Mars 2015	Mars 2016	Mars 2017	Mars 2018
Mesure & Croissance				
Total Actifs (en millions de gourdes)	202,720	246,338	294,970	321,146
dont: Bons BRH (en millions de gourdes)	7,925	7,743	5,818	13,813
dont: Bons du trésor	5,140	899	2,058	1,813
dont:: prêts totaux nets (en millions de gourdes)	68,461	71,237	83,177	96,396
Total actifs (en millions de U.S. dollars)	4,297	3,988	4,253	4,920
Total Dépôts (en millions de gourdes)	165,050	201,229	239,771	255,335
Net Profits (pertes) (en millions de gourdes)	1,622.00	5,162	2,405	2,189
Crédit/PIB	15.88	16.74	17.17	17.45
Dépôt/PIB	38.29	47.28	49.50	46.26
Croissance du crédit net en glissement annuel	7.46	4.05	16.76	15.77

Adéquation du capital

Capital réglementaire/ actifs pondérés risques	19.20	19.63	22.78	24.92
--	-------	-------	-------	-------

Capital / Actifs		7.95	9.12	8.91	9.09
Qualité & composition de l'actif					
Prêts / Actifs		33.8	28.92	28.20	29.98
Prêts improductifs (nets) / Actifs		1.53	1.37	1.06	1.22
Provisions / Prêts bruts		2.64	3.54	2.79	2.36
Provisions / Prêts improductifs		60.08	77.69	75.91	59.41
Prêts improductifs- provisions / Capital		7.66	3.34	2.80	5.44
Profits & rentabilité (annualisé)					
Profits nets / Actifs(ROA)		1.63	2.10	1.70	1.40
Profits nets / Capital (ROE)		21.02	22.97	18.90	15.47
Intérêts nets / Intérêts bruts		86.88	76.47	71.79	78.94
Dépenses d'exploitation / Produit Net Bancaire		63.01	42.88	66.79	67.06
Efficiences					
Moyenne simple					
Intérêt sur prêts en gourdes		18.58	21.50	19.50	18.50
Intérêt sur prêts en dollars		11.88	12.50	10.50	12.50
Intérêt sur dépôts d'épargne en gourdes		0.11	0.28	0.10	0.13
Intérêt sur dépôts d'épargne en dollars		0.14	0.07	0.08	0.18
Intérêt sur dépôts à terme en gourdes		3.25	5.50	3.38	4.50
Intérêt sur dépôts à terme en dollars		2.52	1.38	1.25	0.35
Marges d'intérêts en gourdes		18.47	21.22	19.40	18.37
Marges d'intérêts en dollars		11.74	12.43	10.42	12.32
Moyenne pondérée					
Intérêt sur prêts en gourdes		9.72	13.56	9.07	
Intérêt sur prêts en dollars		10.95	9.78	11.82	
Intérêt sur dépôts d'épargne en gourdes		0.15	0.05	0.10	
Intérêt sur dépôts d'épargne en dollars		0.03	0.03	0.07	
Intérêt sur dépôts à terme en gourdes		5.22	4.63	4.28	
Intérêt sur dépôts à terme en dollars		0.48	1.70	1.10	
Marges d'intérêts en gourdes		9.57	13.51	8.97	

Marges d'intérêts en dollars		10.92	9.75	11.75	
Liquidité					
Actifs liquides / Actif total		36.80	42.56	43.82	39.82
Actifs liquides / Dépôts		45.13	52.10	53.86	50.08
Dollarisation					
Prêts en devises / Prêts totaux nets		51.10	47.58	48.42	44.72
Dépôts en devises / Dépôts totaux		56.90	62.63	63.35	61.51
Prêts en devises / Dépôts en devises		37.20	26.90	26.51	27.42
SOURCES: Banque de la République d'Haïti : Directions de la Supervision & du Crédit / FMI					